



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Trente-huitième session

Georgetown (Guyana), 11-13 et 18-21 mars 2024

Déclaration de la porte-parole du Front parlementaire contre la faim

1. Le Front parlementaire contre la faim de l'Amérique latine et des Caraïbes, présent à la 38^e session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes tenue à Georgetown (Guyana), apprécie d'avoir été invité pour la troisième fois à participer à cette manifestation. Nous remercions tout particulièrement le Sous-Directeur général et Représentant régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, M. Mario Lubetkin, du soutien sans faille qu'il apporte aux travaux du Front ainsi qu'au Guyana en tant que pays d'accueil de cette session de la Conférence.
2. Ayant consulté en interne 21 sections nationales et cinq sections régionales, le Front parlementaire déclare ce qui suit:
 - a) Le Front parlementaire contre la faim célèbre 15 années de travail ininterrompu. Notre mouvement est né en 2009, sous l'impulsion du Parlement latino-américain et caribéen et de la Coopération espagnole, dans le cadre du projet d'appui à l'initiative «L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim», exécuté par la FAO avec le soutien de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement. Depuis de nombreuses années, l'Agence mexicaine de la coopération internationale pour le développement concourt à l'action de nos fronts moyennant l'initiative qu'elle mène conjointement avec la FAO, le programme «La Mésoamérique libérée de la faim».
 - b) Aujourd'hui, grâce à la contribution de ces partenaires et à l'assistance prêtée quotidiennement par le secrétariat technique des fronts, hébergé par le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, nous réunissons 400 parlementaires, femmes et hommes, de 26 parlements nationaux et régionaux. Ensemble, nous avons promu plus d'une centaine de lois visant à lutter contre la faim et la malnutrition sous toutes ses formes.
 - c) Parmi les succès obtenus ces deux dernières années, on peut citer: l'approbation et la diffusion de la loi type pour la prévention et la réduction des pertes et du gaspillage de nourriture, ainsi que l'approbation en commission d'une loi type pour le renforcement des coopératives agroalimentaires, dans les deux cas au sein du Parlement latino-américain et caribéen; l'élaboration d'une loi type sur l'agriculture familiale, qui tient compte des

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

questions de genre, au Parlement du MERCOSUR; la présentation et la progression de projets de loi-cadre sur le droit à l'alimentation au Chili, au Mexique et au Paraguay; l'élaboration du projet de loi sur l'alimentation scolaire en République dominicaine; des déclarations régionales sur des sujets pertinents, comme la hausse des prix des denrées alimentaires et la transformation bleue des systèmes alimentaires aquatiques.

- d) D'après les chiffres communiqués dans l'édition 2023 du rapport donnant un aperçu de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes, la situation reste certes critique, puisque 43 millions de personnes souffrent de la faim et 248 millions de personnes d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, mais ces indicateurs ont connu une amélioration au niveau régional entre 2021 et 2022 grâce, notamment, aux politiques de protection sociale appliquées, en particulier en Amérique du Sud. Nous sommes fiers que les textes législatifs promus par le Front parlementaire, en particulier ceux destinés aux groupes les plus vulnérables et ceux visant à renforcer la gouvernance pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, contribuent à ces résultats.
- e) Toutefois, les inégalités qui caractérisent notre région se manifestent également dans ce domaine. Bien que la région dans son ensemble progresse, la sous-région des Caraïbes a enregistré une hausse de la faim de presque 2 points de pourcentage, ce qui signifie que la faim touche désormais 16 pour cent de sa population. Le Comité exécutif de coordination des fronts redouble d'efforts en vue d'établir un plus grand nombre de fronts parlementaires dans la sous-région caribéenne.
- f) L'insécurité alimentaire continue de toucher davantage les femmes que les hommes et l'écart régional entre les deux sexes s'établit à 9,1 points de pourcentage. Cette situation intolérable motive les efforts que nous faisons pour y remédier, étant profondément convaincus que l'égalité des genres est indispensable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous et toutes.
- g) Dans la déclaration qu'il a faite à l'occasion de la session de la Conférence régionale tenue en 2020, le Front parlementaire a notamment recommandé que la FAO reconnaisse explicitement les parlements comme des acteurs incontournables de la lutte contre la faim et la malnutrition dans le cadre stratégique de l'Organisation. L'année suivante, dans son nouveau Cadre stratégique pour 2022-2031, la FAO a cité les partenariats avec les parlements parmi les «principaux partenariats conclus récemment», a noté que les alliances parlementaires avaient eu des effets considérables sur les programmes législatifs des pays concernés en vue de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2, et a demandé que ces initiatives soient reproduites et élargies.
- h) Nous apprécions cette reconnaissance et nous engageons de nouveau à travailler main dans la main avec la FAO, l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement et l'Agence mexicaine de la coopération internationale pour le développement afin de renforcer le Front parlementaire contre la faim et de reproduire ce modèle dans d'autres régions. C'est pourquoi nous avons participé activement au deuxième Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition, tenu en juillet 2023 au Chili, et avons à cette occasion promu et approuvé un pacte parlementaire mondial dans lequel les parlements s'engagent à porter des textes législatifs plus nombreux et de meilleure qualité pour garantir à toutes les personnes une alimentation adéquate. En amont du Sommet, nous avons organisé notre 10^e Forum régional, au cours duquel nous avons élu les membres du nouvel organe de coordination des fronts et avons adopté une déclaration dans laquelle nous nous sommes engagés à poursuivre la lutte.
- i) De même, nous avons encouragé activement la création d'une alliance parlementaire ibéro-américaine en faveur de la sécurité alimentaire de tous et toutes. Cette initiative, menée aux côtés des alliances parlementaires de l'Espagne et du Portugal, devrait être lancée cette année et nous permettra de conjuguer nos efforts face aux défis communs que sont

notamment la malnutrition excessive, les inégalités de genre et le manque de résilience face au changement climatique, en plus de favoriser la recherche de nouveaux alliés pour renforcer la coopération internationale et améliorer les capacités des parlements d'Amérique latine et des Caraïbes.

- j) Si nous voulons enrayer la faim et la malnutrition, les alliances parlementaires doivent coordonner leurs travaux avec la société civile, les universités, le pouvoir exécutif et, de toute évidence, les acteurs de la coopération internationale. Le Front parlementaire souligne qu'il collabore en permanence avec l'Observatoire du droit à l'alimentation de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les données et études communiquées par ce réseau, qui est composé de plus de 100 universités et qui est également épaulé par la FAO ainsi que par les agences de coopération internationale pour le développement de l'Espagne et du Mexique, ont éclairé nombre de nos textes législatifs. Cette coordination se manifestera également avec la tenue du premier dialogue ibéro-américain entre politiciens et universitaires sur le thème «Priorité à l'alimentation», en avril prochain au Guatemala.
- k) Avec la collaboration des gouvernements, et en réponse à l'appel à la participation active lancé par la FAO, nous nous sommes engagés à concourir à la mise en œuvre de la version actualisée du Plan de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la faim. Dans ce contexte, nous avons mis sur pied un groupe de travail spécial qui élabore une feuille de route pour faciliter l'exécution et la diffusion du Plan.
- l) En outre, nous avons donné la priorité aux autres groupes de travail suivants: le groupe chargé de la mobilisation des ressources, afin d'appuyer la recherche constante de nouveaux partenaires dans ce domaine; le groupe chargé des questions de genre, afin de réduire les écarts entre femmes et hommes et de mettre en œuvre un guide servant à élaborer des textes législatifs en tenant compte des questions de genre pour ce qui est de l'objectif de développement durable n° 2; le groupe chargé du changement climatique et des peuples autochtones, afin d'intégrer la dimension climatique dans les lois sur l'agriculture et l'alimentation, en mettant l'accent sur la contribution des peuples autochtones face à ces défis.

3. Afin de poursuivre et d'intensifier ces efforts, lors de la présente session de la Conférence régionale de la FAO, le Front parlementaire contre la faim s'engage à:

- a) faire siennes les quatre priorités régionales proposées à la Conférence, à savoir permettre une production efficace, inclusive et durable, éliminer la faim et garantir la sécurité alimentaire et la bonne nutrition, assurer la gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique, et réduire les inégalités et la pauvreté et renforcer la résilience;
- b) travailler en coordination avec la FAO aux fins de la diffusion et de la mise en œuvre du Plan de la CELAC pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la faim;
- c) continuer à légiférer en vue de renforcer la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes, au moyen de lois qui mobilisent les institutions et les ressources des États afin de faire de la lutte contre la faim et la malnutrition une priorité absolue;
- d) collaborer avec les membres du pouvoir exécutif, en tant qu'alliés pluriels des parlements dans ces domaines;
- e) encourager le renforcement des dispositifs de contrôle et l'allocation des fonds nécessaires pour appliquer les lois et politiques que nous approuvons;
- f) accroître la visibilité des difficultés de l'action en faveur de l'alimentation dans chacun de nos pays;

- g) promouvoir, au niveau ibéro-américain et mondial, la création de nouvelles alliances parlementaires qui permettent d'assembler des partenaires stratégiques pour lutter contre la faim et la malnutrition sous toutes ses formes, en tenant compte des questions de genre et de l'action pour le climat;
- h) mettre en avant le rôle des peuples autochtones dans la lutte contre le changement climatique et dans la transformation des systèmes agroalimentaires à des fins de durabilité;
- i) améliorer l'intégration explicite des questions de genre dans toutes les lois et politiques portées par les fronts, afin de combler les écarts critiques entre femmes et hommes en matière d'accès aux aliments et aux intrants nécessaires à leur production, en promouvant en particulier des textes législatifs qui contribuent à l'autonomisation des femmes rurales.

4. Nous saisissons cette occasion pour prier respectueusement la FAO de maintenir et de renforcer l'appui technique qu'elle prête aux fronts, qui a été déterminant au cours de ces 15 années de construction collective. Cet appui a favorisé la mise en place de nouvelles lois et capacités dans les parlements d'Amérique latine et des Caraïbes, a contribué à la mise en œuvre du Pacte parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition et à la création de la nouvelle Alliance parlementaire ibéro-américaine pour la sécurité alimentaire de tous et toutes, et a aidé à mobiliser de nouvelles ressources pour faire face aux difficultés que rencontrera le Front parlementaire pendant les deux années à venir.

5. Ainsi, avec le soutien crucial de la FAO et des agences de coopération de l'Espagne et du Mexique, nous pourrons continuer à faire en sorte que la lutte contre la faim et la malnutrition se voit accorder le rang de priorité le plus élevé dans les programmes politiques de nos pays, de pair avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, afin d'établir des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables qui permettent d'améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie, grâce à de meilleures politiques publiques et en ne laissant personne de côté.